

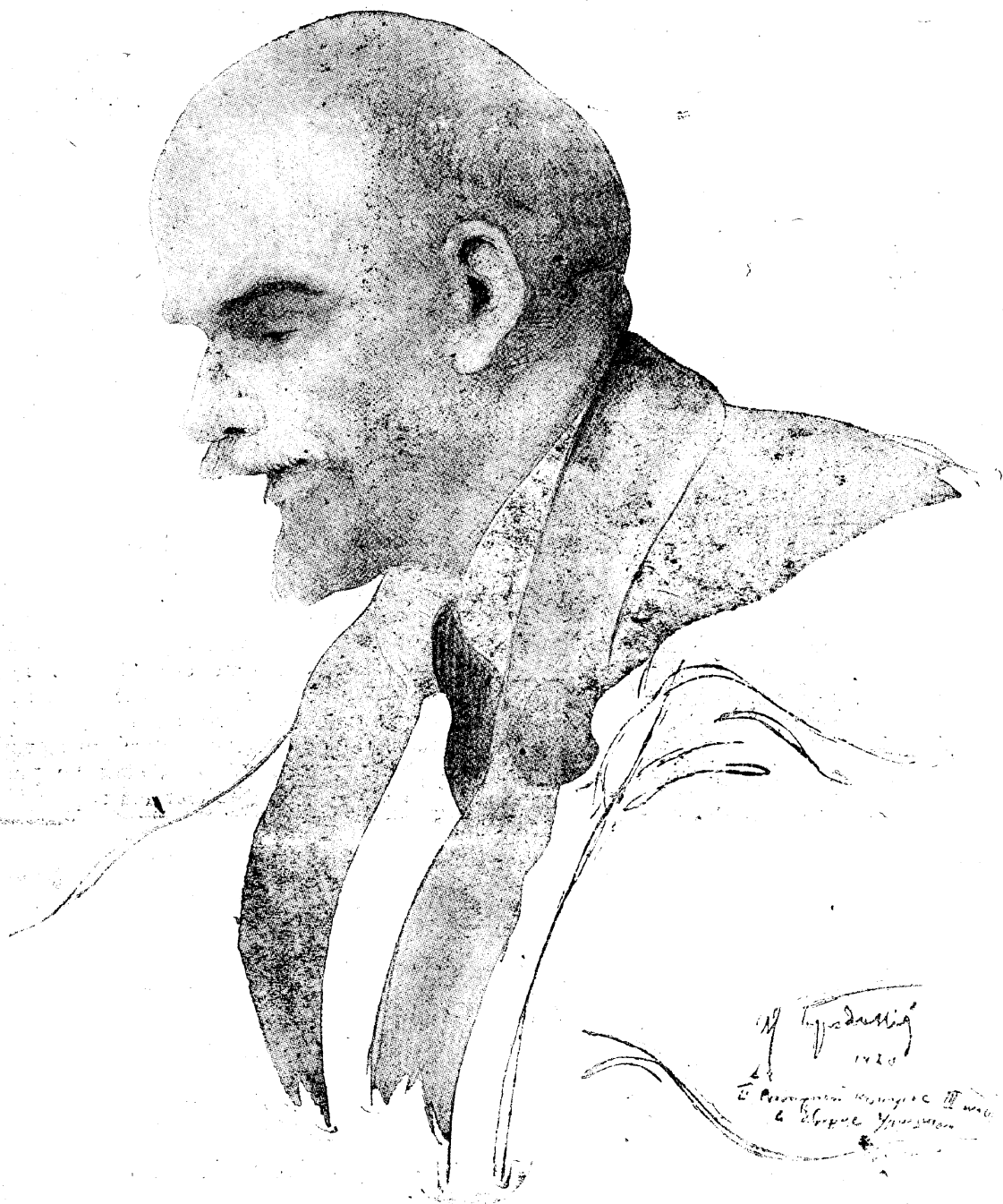
Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



N. LÉNINE

L'anniversaire de l'attentat contre Lénine

Le 30 août 1918, Lénine tombait sous les balles de la « socialiste-révolutionnaire » Dora Kaplan. (On sait que les « socialistes-révolutionnaires » russes s'appellent ainsi par une audacieuse antiphrase, étant anti-socialistes et contre-révolutionnaires). La réaction mondiale se mit à hurler sa joie. Mais, pour le plus grand malheur de celle-ci, Lénine n'était que blessé. Il guérit, mais pas complètement puisqu'il porte encore dans son corps des balles d'extraction impossible. La revue russe amie, Le Projecteur commémore le cinquième anniversaire de l'attentat en consacrant un numéro entier à Lénine. Elle a demandé aux principaux militants de l'Internationale présents à Moscou d'y collaborer. Nous reproduisons ici l'article de notre directeur, Boris Souvarine.

LE matin du 31 août 1918, à Paris, je fus réveillé par ma mère qui me dit, en jetant une liasse de journaux sur mon lit : *Lénine est tué.*

Je me dressai brusquement, saisis je ne sais plus quel *Matin* ou autre saleté du même genre et regardai simplement l'origine des dépêches alignées sous la manchette annonçant l'assassinat. Je respirai. Les télégrammes étaient datés de Reval, Helsingfors, Riga ou Varsovie.

Je répondis : *Ce n'est pas vrai*, et me recouchai.

Depuis plus d'un an que la Révolution russe avait commencé, je suivais attentivement dans toute la presse française et dans les principaux journaux anglais les nouvelles de Russie. Sur 100 nouvelles, il y en avait 99 fausses. Et la centième était tendancieuse, quand par hasard le fait rapporté était exact en soi. Chaque matin, je scrutais minutieusement les dépêches Havas, Radio, Reuter ou Wolf qui rivalisaient de mauvaise foi, d'imagination haineuse envers la Révolution. Et je pouvais me flatter d'avoir acquis à cet exercice, une dextérité exceptionnelle pour débrouiller le vrai du faux.

C'était une sorte de sixième sens qui me permettait de démentir et de rectifier les infamies petites et grandes de la presse vénale. A force de confronter les dépêches et leurs différents modes de déformation je pouvais reconstituer le prétexte originel, grâce aussi à une certaine

connaissance des choses russes et en m'aidant de ma petite boussole marxiste. Un des éléments qui entraient pour les neuf dixièmes dans mon appréciation, était l'origine des télégrammes : Reval, Riga, Helsingfors, Varsovie étaient des centres classiques de fabrication de fausses nouvelles.

Je m'étais donc recouché, rassuré, pour laisser se calmer mon émotion. Quelques minutes après, je repris les journaux, lus soigneusement les nouvelles et compris qu'il y avait quelque chose. Ce qui venait de Moscou annonçait l'attentat ; ce qui était ajouté au point de transmission annonçait la mort. Je me levai et sortis. J'achetai de nouveaux journaux avec l'espoir d'y trouver d'autres indices.

Les rues étaient animées et j'entendis fréquemment, sur ma route les réflexions des passants : « Alors, il est tué ? — Est-ce bien vrai, cette fois-ci ? — C'est encore un « canard », etc., etc. » L'incrédulité était grande, car l'assassinat de Lénine avait déjà été annoncé une bonne douzaine de fois. Depuis il l'a été plusieurs centaines...

J'errai par les rues sans trop savoir où j'allais, en proie à la fièvre des suppositions. A tout moment, il pouvait arriver un radio de Moscou détruisant tout espoir ! Mais l'optimisme révolutionnaire reprenait le dessus : Non, ce ne sera pas cette fois-ci !

J'arrivai avec un grand retard au travail, à la rédaction de la *Vérité*. C'était un journal éclectique dont le directeur était pacifiste et accordait l'hospitalité à une petite poignée de révolutionnaires et de communistes, dont j'étais. Je tenais la rubrique de la Révolution russe. Dans l'antichambre je me heurtai au secrétaire général, le vénérable Maxime Serpeille, vieux journaliste blanchi sous le harnais et totalement dépourvu d'opinion, auquel j'accordais une certaine considération, en sa qualité de... gendre de Gobineau.

Le vénérable Maxime Serpeille leva les bras au ciel et rugit :

— Lénine est mort, et vous arrivez à onze heures !

Je répondis, exaspéré :

— D'abord il n'est pas mort !

Abasourdi, le vénérable Serpeille en oublia mon retard :

— Alors, écrivez qu'il n'est pas mort, mais écrivez quelque chose !

C'est ce que je fis. Et c'est ainsi que la *Vérité*, contrairement à tous les journaux, publia un article expliquant que rien ne permettait de croire à la mort de Lénine tant que Moscou ne l'annoncerait pas. Le soir même, on recevait un télégramme rassurant.

Que de fois, depuis, ne nous sommes-nous pas demandé ce qui serait arrivé dans la suite si l'attentat avait privé la Révolution russe, la révolution mondiale de son chef incontestable et incontesté ?

Certes, nous croyons fermement au rôle déterminant des forces sociales mues par les facteurs économiques. Mais comment ne pas voir qu'une direction intelligente, habile, ferme, de ces forces assure une victoire plus rapide de la Révolution ? Et Lénine n'est-il pas l'incarnation de cette clairvoyance révolutionnaire sans laquelle l'avant-garde héroïque du prolétariat peut laisser passer l'heure la plus favorable à l'action, ou se faire écraser en s'ébranlant trop tôt ou trop tard ?

Les ouvriers révolutionnaires de tous les pays comprennent cela, ou le sentent instinctivement. C'est pourquoi l'influence de Lénine s'étend non seulement sur la masse énorme des peuples de l'Union des Républiques socialistes soviétiques d'Europe et d'Asie mais aussi sur une considérable partie de la classe ouvrière des deux mondes. Nul autre personnage vivant n'en exerce une comparable.

La bourgeoisie, les possédants, les exploités, les oppresseurs de toutes sortes, de tous les climats, de toutes les origines haïssent Lénine et le craignent. Ils redoutent son esprit qui se répand dans les usines et dans les champs, au fond des mines et sur les bateaux, partout où il y a des malheureux qui travaillent pour enrichir des parasites. Ils prononcent son nom avec une colère mêlée de frayeur, comme les conservateurs du siècle dernier prononçaient celui de Voltaire, ou les croyants de toujours celui de Satan.

Mais les ouvriers aiment et admirent Lénine. Ils savent qu'il leur a dévoué sa pensée, ses forces, sa vie, et que, *c'est lui qui avait raison* quand il dénonçait l'union sacrée, quand il préconisait la transformation de la guerre impérialiste en guerre sociale, quand il prêchait la défaite de toutes les bourgeoisies impérialistes, quand il poussait le prolétariat russe à approfondir la révolution pour en faire une révolution prolétarienne. Et ni les calomnies et les injures de la bourgeoisie, ni les injures et les calomnies des faux socialistes, des néo-syndicalistes et des pseudo-anarchistes n'entacheront la gloire de Lénine devant la classe ouvrière qui pense et qui combat.

Lénine est entré vivant dans la légende. Avant la Révolution de février, ceux qui depuis

l'ont couvert d'anathèmes ignoraient jusqu'à son nom. Mais après le fameux retour en Russie des proscrits de Genève et de Berne, depuis l'histoire horrifique du « wagon plombé », quelles montagnes d'absurdités accumulées, quel Elbrouz de mensonges, d'imprécations, d'insultes, d'histoires de brigands, d'inventions ineptes. Il n'est pas de plus beau monument qu'on puisse ériger en son honneur.

Les fausses nouvelles inlassablement fabriquées et répandues dans le monde pour déformer la physionomie de Lénine et celle de ses compagnons d'armes ne sont pas d'ailleurs dépourvues d'intérêt ni de signification. Elles reflètent les désirs et les espoirs de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Et elles mettent en relief les côtés forts de la révolution bolchevique dont elles sont l'antithèse.

Cette insistance à évoquer constamment de soi-disant conflits à l'intérieur du Comité Central du parti russe, et surtout entre Lénine et Trotsky, ne témoigne-t-elle pas de l'attente anxieuse de désaccords irrémédiables, de déchirements qui seraient fatals à la Révolution, et sans lesquels la contre-révolution n'a rien à espérer ? Mais les désirs des « esclavagistes », comme aime à les appeler Lénine, n'ont rien de commun avec les réalités, et l'unité indestructible du Parti bolchevik assure la pérennité de son œuvre.

Et ces péripéties comiques d'arrestations et d'extermination réciproques entre les deux hommes que la destinée a associés pour la réalisation de la tâche la plus grandiose qui soit, ne sont-elles pas pour nous faire mieux apprécier l'harmonie qui a rendu si féconde cette collaboration unique ?

Et que dire des frais d'imagination mis en œuvre pour peindre le tableau des camarades et des disciples de Lénine se disputant son héritage autour de son lit de mort ? On ne peut même plus s'y retrouver dans les combinaisons forgées par les inventifs fabricants de légendes : tantôt c'est Trotsky qui se ligue avec Djerjinsky contre Krassine, tantôt c'est Staline qui s'entend avec Trotsky contre Zinoviev, tantôt c'est Radek qui... Mais pendant ce temps le Comité Central du Parti et son Bureau Politique poursuivent tranquillement leur besogne.

Depuis que Lénine a été atteint de la maladie qui prive la Révolution de ses conseils et de la part énorme d'impulsion qu'il lui donnait, quels espoirs sont nourris par la réaction cosmopolite ! La fin de Lénine, pour ces fossoyeurs trop pressés, serait le commencement de la fin de la Révolution. Mais là encore, l'illusion sera de courte durée. Car Lénine ne peut pas mourir : sa pensée est impérissable comme la cause à laquelle elle est consacrée. L'homme disparu, l'esprit continuera d'inspirer ses collaborateurs, ses successeurs, ses épigones, et

de féconder les efforts des nouvelles générations qui montent.

Le plus grand service que Lénine ait rendu à la Révolution est d'avoir formé un parti capable de continuer sans lui l'œuvre entreprise sur son initiative. Certes, nul ne se fait d'illusion et ne croit facile de combler le vide que laissera un jour la disparition du grand théoricien de la Révolution moderne : mais pas un révolutionnaire ne doute de la capacité du Parti bolchevik d'assumer la dictature révolutionnaire en dépit des pertes d'hommes qu'il pourra subir.

Ce n'est pas seulement le Parti bolchevik que la pensée de Lénine anime et conduit : toute l'Internationale Communiste tend à s'en inspirer. Et notamment le mouvement ouvrier français, dont l'avant-garde active se dégage progressivement de l'influence des vieilles écoles socialistes françaises sous l'attraction du bolchevisme, du léninisme. Le jaurèsisme, le guesdisme, le syndicalisme, pour ne parler que des trois principaux courants d'idées d'autrefois sont refoulés au profit du communisme et confinés dans les catégories les plus arriérées de la classe ouvrière, celles qui, sous prétexte de répudier la dictature communiste, se soumettent bénévolement à la dictature de la phrase creuse, des formules vides, des mots sans suite, du bavardage stérile.

La part personnelle de Lénine est immense, dans cette transformation de la mentalité et des méthodes révolutionnaires de l'avant-garde ouvrière française, des continuateurs de la Commune de Paris. Son petit livre : *La maladie infantile du communisme* est le plus grand succès de librairie connu jusqu'à ce jour, dans le domaine de l'édition des œuvres de doctrine révolutionnaire ; les idées qu'il contient se sont répandues rapidement dans les milieux ouvriers éclairés et ont touché une quantité innombrable de militants qui ne savent même pas leur provenance : elles ont porté un coup terrible à la démagogie qui, jusqu'alors, faisait des ravages dans notre mouvement ouvrier. Autrefois, il était très difficile de résister aux surenchères soi-disant « de gauche » ; chacun prétendait aller plus « à gauche » que son voisin (c'est ce que les Anglais et les Américains appellent être plus « radical ») ; et l'ouvrier au tempérament révolutionnaire et à l'esprit réfléchi ne savait en réalité où se diriger, subissait généralement l'entraînement « à gauche » tout en sentant confusément que la vérité n'était pas dans cette direction ; ni un Guesde, ni un Jaurès n'ont été capables de briser ces entraînements néfastes, parce qu'ils étaient enlisés dans le marais parlementaire et opportuniste ; c'est ce qui explique le succès temporaire d'un Gustave Hervé ou d'autres aventuriers de même espèce.

Lénine a mis en miettes le fétichisme « de

gauche » et a appris aux ouvriers à se garder de la démagogie comme d'une peste contre-révolutionnaire — tout en évitant de tomber dans le crétinisme réformiste. Un ouvrier sérieux et éveillé sait qu'il n'y a personne à gauche de Lénine, à gauche de la Révolution prolétarienne, et il s'en laisse conter de moins en moins par des braillards. On l'a bien vu dans le Parti Communiste par la déconfiture des politiciens qui essayaient, l'an dernier encore, de donner des leçons de révolutionnarisme aux vrais communistes. On le voit actuellement dans les syndicats révolutionnaires où une coalition anti-communiste s'épuise dans ses tentatives de mettre la main sur la direction du mouvement.

Un autre livre de Lénine a exercé une influence bienfaisante sur le mouvement français : c'est *l'Etat et la Révolution*. Cette restauration de la conception marxiste de l'Etat et des moyens de le supprimer donne la base solide de l'union des anciens syndicalistes révolutionnaires et des communistes « nés de la guerre ». Elle prive les anarchistes de leur arme principale dans leur lutte contre le communisme. Quand le Parti communiste en fera usage mieux qu'il n'a fait jusqu'à présent, il en tirera un profit considérable pour sa propagande.

Tout récemment, nous avons publié en France : *l'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*, où le génie de simplification et de vulgarisation de Lénine fait merveille. On peut tenir pour certain que ce petit livre exercera une action salutaire sur les lecteurs et ne contribuera pas peu à inculquer des idées claires, des notions de science économique élémentaires, des conceptions marxistes (c'est-à-dire ce qui leur fait le plus défaut) aux hommes qui encadrent les forces ouvrières.

Lénine appartient donc aux révolutionnaires de tous les pays, non à ceux de Russie seulement. Il est le premier militant de chaque parti communiste. Et nous sommes fiers en France d'avoir un tel homme comme conseiller, comme guide, comme chef, — sentiment que partagent pleinement nos camarades des autres pays. Partout, « les nôtres » prononcent le nom de Lénine comme on brandirait un drapeau. La haine que lui vouent les oppresseurs n'est rien au regard de l'amour que lui témoignent les opprimés.

Telles sont quelques-unes des idées qui se présentent spontanément à mon esprit, à l'occasion de l'anniversaire de l'attentat qui a failli supprimer prématurément notre maître à tous. Je les ai transcrites sans ordre, sans préparation, « sans cérémonie ». N'est-ce pas encore une façon de rendre hommage à la simplicité de cet homme unique ?

Boris SOUVARINE.

Moscou, 18 août.

A la mémoire d'Antoine Ker

*Au Comité Directeur
du Parti Communiste Français*

Chers Camarades,

La nouvelle douloureuse de la mort subite de notre camarade Ker m'a profondément émue. L'Internationale Communiste a perdu en lui un de ses meilleurs combattants. J'ai appris — dans des situations, grosses de dangers et dans des circonstances compliquées, riches en conflits moraux — à apprécier ce sincère et ce modeste, qui était un militant fier et intrépide, toujours aux premiers rangs des batailles ; qui était un travailleur passionné pour l'émancipation du prolétariat mondial, jamais lassé par les journées grises, jamais découragé et aigri par les vicissitudes et les déceptions, compagnes des luttes politiques. En toute occasion le camarade Ker a fait preuve des qualités du militant révolutionnaire les plus hautes, les plus distinguées et surtout d'une abnégation et d'un dévouement qui firent de la vie du Parti, sa vie à lui. Servir la cause des déshérités et exploités, faire triompher cette cause par la révolution sociale, telle fut toute son ambition.

Les travaux du cher défunt, travaux toujours sérieux, approfondis, documentés, ont contribué dans une large mesure à fournir aux ouvriers les armes tranchantes des connaissances économiques et politiques contre le grand « anthropophage », le capitalisme international et à cimenter fortement leur solidarité internationale et révolutionnaire. Et c'est tout particulièrement le prolétariat d'Allemagne qui doit à Ker la plus grande reconnaissance pour ses efforts assidus, conscients d'unir dans l'amour de la Révolution et dans la volonté de lutter pour la Révolution les ouvriers en deçà et au delà du Rhin, les uns et les autres en proie à la rapacité insatiable des impérialistes des deux pays.

Si aujourd'hui avec le Parti Communiste Français toutes les sections de l'Internationale Communiste baissent leurs drapeaux pour saluer le militant, qui nous est enlevé beaucoup trop tôt, l'avant-garde communiste du prolétariat allemand se rend compte combien elle a été frappée en particulier. Quant à moi, je vois notre camarade devant mes yeux comme je l'ai vu la dernière fois, lorsque j'ai eu le bonheur, côte à côte avec lui, d'entrer en bataille contre le capitalisme international. Ce fut à la conférence d'Essen, dont il a porté ensemble avec nous, avec votre Parti si glorieusement toutes

les conséquences. Je m'associe donc, chers camarades, dans cette heure de tristesse avec votre deuil, comme je me sens solidaire de toutes vos luttes. La mort nous a enlevé un vaillant et dévoué militant au moment où le Parti Communiste Français marche énergiquement en avant et se révèle en dépit des persécutions et des dangers comme le continuateur conscient et téméraire des batailles de Juin et de la Commune. Au moment même, où la grande lutte finale entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre le capitalisme et le communisme s'accroît dans tous les pays, alors qu'autour de nous les tonnerres des batailles grondent et les clairons nous appellent, les plaintes pour nos morts doivent se transformer en cris de lutte, en cris de victoire.

Avec vous et à la Révolution.

Votre,
Clara ZETKIN.

Notre camarade Louis Sellier, secrétaire général du Parti, demande au Bulletin Communiste l'insertion de la note suivante :

En réponse à l'article de B. Souvarine consacré à Antoine Ker et paru dans le *Bulletin Communiste* du 9 août, notre camarade Madeleine Ker a fait tenir au secrétariat du Parti un article écrit sous le coup d'une telle émotion et dans des termes que sa douleur toute récente rendait si vibrants que nous avons obtenu qu'elle n'insistât pas pour l'insertion de sa réponse.

Cependant, et sans vouloir rallumer une polémique infiniment pénible en un pareil moment, nous avons le devoir personnel d'exprimer l'opinion qu'il eût été préférable de n'évoquer en aucune façon des faits qu'on peut interpréter de manière très différente. Sur la tombe de l'ami disparu, il valait mieux oublier nos querelles passées et traduire seulement la tristesse que le Parti tout entier ressent profondément.

... « Je ne regrette rien, écrit Souvarine, puisque l'intérêt de la Révolution était seul en cause ». Nous pensons que, du grand et probe travailleur, du véritable communiste dont nous garderons la mémoire, il n'est pas possible de laisser entendre qu'il ait agi, à aucun moment, contre « l'intérêt de la Révolution ».

L'ensemble des services qu'Antoine Ker a rendus au Parti et à l'Internationale sont vraiment assez grands pour que son souvenir ne soit terni par aucune suspicion. — Louis Sellier.

*
**

J'ai lu l'article de Souvarine et je viens de le relire. En vérité, je n'arrive pas à comprendre l'émotion qu'en a ressentie Madeleine Ker. Cet article est un des plus justes, des plus exacts, des plus mesurés qu'ait écrits Souvarine...

Il évoque, il est vrai, le pénible conflit du Congrès de Paris et le rôle qu'y a joué notre pauvre Ker. Valait-il mieux passer ces choses silence — ces choses qui sont de l'histoire, — comme nous

avons cru devoir le faire, Reynaud et moi, dans les discours que nous avons prononcés le 26 juillet au cimetière de Firminy ? Franchement je ne le pense pas. Autre chose est de parler sur une tombe, autre chose d'écrire, à distance du défunt et de ses proches, un article nécrologique destiné à l'Internationale tout entière.

Loin de porter la moindre atteinte — ce que je n'aurais pas admis — à la mémoire de Ker, l'article de Souvarine adresse à cette mémoire le plus magnifique hommage que puisse recevoir un militant communiste — qui s'est, à un moment, trompé, mais qui a par la suite, reconnu courageusement son erreur. Dans les discours prononcés sur sa tombe, il n'y a pas de phrases apologetiques qui aient une valeur d'apologie égale à celles qui terminent l'article de Souvarine et que voici :

Il fut de ceux auquel le IV^e Congrès mondial donna tort. Mais c'est alors que, s'élevant au-dessus des mesquineries, il sut se montrer un véritable soldat de la Révolution. Pendant la partie décisive où se joua le sort du mouvement communiste français, il se rangea du côté de l'Internationale, de la discipline, de l'acceptation des décisions souveraines du Congrès mondial. Il subit, sans se sentir humilié, les sanctions politiques décidées par l'Internationale pour redresser le Parti français. Il comprit qu'il n'en serait pas amoindri, au contraire. Il quitta le Secrétariat du Parti, le Comité Directeur, reentra dans le rang et resta rédacteur à l'Humanité.

Par son exemple, il contribua ainsi à la plus heureuse solution de cette crise dont le parti sortit purifié et fortifié. Et plus encore que par sa collaboration à notre presse, plus que par les excellentes brochures qu'il nous laisse, c'est par son attitude au lendemain du IV^e Congrès mondial qu'il a le mieux servi son Parti et l'Internationale. On oubliera ce qui nous a divisés, on n'y pense déjà plus, — pour ne se souvenir que du militant qui contribua à fonder un Parti Communiste en France, qui défendit la Révolution Russe, qui rendit de grands services à l'Internationale Communiste que nous plaçons au-dessus de tout.

Louis Sellier interprète bien inexactement, à mon avis, la phrase où il est dit : « Je ne regrette rien — puisque l'intérêt de la Révolution seul était en jeu ». Cette phrase ne laisse nullement entendre que Ker « ait agi à aucun moment contre l'intérêt de la Révolution ».

Ker a agi au Congrès de Paris comme il a toujours agi au cours de sa trop brève carrière : dans l'intérêt de la Révolution tel qu'il le concevait. Que ceux qui n'ont jamais péché lui jettent durement la pierre ! Moi qui ai beaucoup connu Ker, qui l'ai beaucoup aimé, je dis qu'à aucun moment je n'ai, pour ma part, mis en doute sa loyauté foncière. Il s'est trompé, ou plus exactement un homme néfaste, qui n'a cessé de jouer double jeu entre le Parti et l'Internationale et de les trahir l'un et l'autre, l'a trompé et l'a entraîné. L'aveu de son erreur, l'aveu que j'attendais de sa bouche sincère, Ker me l'a fait à deux reprises. Et quand le 7 juillet dernier, quinze jours avant sa mort, il quitta Paris pour Arcachon, notre amitié, un instant altérée par le dissentiment politique, était redevenue sans nuages et notre accord de militants communistes ne laissait rien à désirer. J'ai sous les yeux ses derniers billets, écrits sept et cinq jours avant sa mort, qui l'attestent suffisamment.

Responsable, en ma qualité de Directeur in-

maire de ce *Bulletin*, de tout ce qui s'y publie, je tiens à assurer Madeleine Ker et Louis Sellier que je ne puis, en ce qui me concerne partager ni leur émotion ni leur interprétation : ni l'une ni l'autre, en effet, ne me paraissent fondées. Si c'était à refaire, je publierais à nouveau l'article incriminé sans en changer un mot. Et je croirais bien servir, ce faisant, la chère mémoire de notre infortuné ami.

Amédée DUNOIS.

Puisque j'en ai l'occasion, je me permets de rectifier comme suit, deux passages de mon discours de Firminy :

Au début, ligne 10, lire : « Elle frappe indifféremment les bons et les méchants » (et non les jeunes) ; ligne 19 : « contre les atteintes duquel il ne s'était pas prémuni » ; 18 lignes avant la fin : « La mort l'a pris toi qui méritais tant de vivre. »

A propos du Front Unique

J'ai reçu avec quelques jours de retard le *Bulletin Communiste*, au moment même où je prends quelques instants de repos.

J'ai lu avec beaucoup d'attention, comme il convient, l'article de notre ami Souvarine intitulé : « Quelques problèmes internationaux ».

Cet article, où il est question de moi d'un bout à l'autre, est rempli de tant d'inexactitudes que je serai obligé, dans un prochain article, de rectifier au moins les principales.

Si cet article reflète exactement et objectivement les discussions qui se sont produites à l'Exécutif élargi, cela montre à l'évidence que, lors de la dernière session, les problèmes soulevés par l'application du front unique en France n'ont pas été évoqués à Moscou tels qu'ils se sont posés ici.

Il est exact que, sur la manière d'appliquer le F. U., des divergences se sont produites entre Souvarine et le Comité directeur. Mais ces divergences sont d'une autre nature que celles sur lesquelles s'est prononcé l'Exécutif lorsque Zinoviev m'a attribué bien à tort l'intention de renoncer provisoirement à critiquer les dissidents.

Je reviendrai là-dessus prochainement.

Albert TREINT.

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

Les paysans sont-ils révolutionnaires ?

Les camarades qui ont assisté au 4^e Congrès de l'Internationale communiste se rappellent que la question paysanne y suscita une vive discussion entre nos camarades Renaud Jean, Ricu et Varga.

Renaud Jean déclarait que les paysans sont révolutionnaires. Ricu soutenait, au contraire, qu'ils sont conservateurs. A tous les deux, Varga répondit qu'il est contraire à la conception dialectique de l'histoire d'affirmer que les paysans sont, ou révolutionnaires, ou conservateurs ; qu'en réalité, les paysans sont tantôt conservateurs, tantôt révolutionnaires, et que la tâche du Parti Communiste est de mettre en avant des revendications susceptibles d'attirer à lui les masses paysannes et d'utiliser le moment où elles sont favorables à la Révolution.

Si nous avions à choisir entre ces trois opinions, nous dirions que c'est celle de Varga qui est le plus près de la vérité. Toutefois, sa réponse ne nous satisfait pas non plus tout à fait. Car la question est mal posée. Il ne s'agit pas tant, en effet, de savoir si les paysans sont ou ne sont pas révolutionnaires, mais s'ils constituent une classe révolutionnaire.

Qu'est-ce qu'une classe révolutionnaire ?

C'est une classe qui non seulement a la *volonté* de renverser le régime existant, mais encore qui contient en elle les éléments matériels et intellectuels du régime futur qu'elle se propose d'instaurer.

Or, actuellement, seule la classe ouvrière est une classe révolutionnaire, car, seule, elle crée, par ses conditions de travail et ses conditions d'existence, le facteur essentiel de la société future, à savoir le travail collectif.

La classe paysanne, au contraire, n'est pas une classe révolutionnaire parce que l'économie paysanne, reposant sur le travail individuel, est une économie arriérée, essentiellement opposée à l'économie communiste, à base de travail collectif.

C'est un fait que les formes de production capitaliste n'ont pas encore réussi à pénétrer largement dans les campagnes et que les formes de production individuelle — exception faite pour l'Angleterre — continuent à y prédominer. A quoi cela tient-il ? A ce que, dans l'agriculture, par suite de toute une série de causes qu'il serait trop long d'énumérer ici, l'application de la machine n'augmente pas le rendement du travail, ce qui a pour résultat de soutenir, dans ce domaine, la concurrence de l'homme contre la machine et de maintenir la supériorité du travail individuel sur le travail collectif à la campagne.

C'est pourquoi la classe paysanne est, *en tant que classe*, aussi peu révolutionnaire, de nos jours, que les plébéiens dans l'antiquité, ou que la petite aristocratie foncière au moyen-âge. En effet, en ce qui concerne les plébéiens, ce qui les séparait des patriciens, ce n'était pas un antagonisme de classe, reposant sur le rôle différent joué par les uns et par les autres dans le processus de la production : ce rôle était le même pour les uns comme pour les autres ; ce qui les séparait, c'étaient des rivalités d'ordre secondaire, comme celles qui opposent, de nos jours, la petite

et même la moyenne bourgeoisie à la grande bourgeoisie qui les menace toutes deux.

On peut en dire autant de l'opposition qui séparait, au moyen-âge, la petite noblesse de la grande aristocratie foncière. Il est, dès lors, compréhensible, que la lutte des plébéiens contre les patriciens dans l'antiquité, et celle de la petite noblesse contre la grande, au moyen-âge, simple expression des rivalités superficielles qui opposent les uns aux autres des couches différentes d'une même classe sociale, ne pouvaient aboutir à une transformation sociale, dont les opposants, à ces diverses époques, n'avaient pas la moindre idée, et qu'ils eussent, d'ailleurs, combattue de toutes leurs forces, puisqu'elle les eût renversés, avec le régime dont ils profitaient.

Mais ce n'est pas tout de dire que les paysans, dans leur ensemble, ne constituent pas une classe révolutionnaire. Il faut encore spécifier : 1^o de quels paysans l'on parle ; 2^o quel est le stade particulier de l'évolution sociale que l'on envisage.

En ce qui concerne le premier point, il faut constater tout d'abord que les paysans ne constituent pas une classe homogène, mais trois classes bien distinctes :

1^o Les paysans non-propriétaires, travaillant comme journaliers, ou comme domestiques ;

2^o Les petits propriétaires, exploitant eux-mêmes leurs terres ;

3^o Les gros paysans employant le travail salarié.

En réalité, ces trois classes différentes ne sont pas, tant s'en faut, distinctes l'une de l'autre ; elles se rejoignent par toute une série de catégories intermédiaires : petits et gros fermiers, métayers, petits propriétaires travaillant à l'usine, etc. Toutes ces classes, seule, la classe des journaliers agricoles, le prolétariat rural, constitue une classe véritablement révolutionnaire, car ses conditions de travail la rattachent au prolétariat industriel, dont elle n'est qu'une fraction. La classe des gros paysans, la bourgeoisie rurale exploitant le travail salarié, est conservatrice, tout comme la bourgeoisie des villes. Enfin, la classe des petits paysans propriétaires, la petite bourgeoisie rurale, ne trouvant pas dans le mode de production sur lequel elle s'appuie la base d'une politique indépendante, oscille perpétuellement entre la réaction et la révolution, entre la bourgeoisie et le prolétariat, tout comme la petite bourgeoisie des villes.

En ce qui concerne le second point, à savoir le stade de l'évolution sociale que l'on envisage, il est clair que la réponse à la question de savoir si les paysans sont révolutionnaires, sera différente selon que l'on aura en vue le régime esclavagiste, le régime féodal ou le régime capitaliste. En effet, pas plus dans le régime de production esclavagiste que dans le régime de production capitaliste, les petits paysans propriétaires ne constituent une classe révolutionnaire, parce que leur mode de production n'a pas un caractère révolutionnaire. Ni dans l'un ni dans l'autre de ces régimes, ils ne peuvent trouver dans le renversement de l'ordre existant une amélioration à leur situation en tant que classe. Dans ces deux

régimes, leurs aspirations tendent uniquement à améliorer leur situation dans les cadres mêmes des institutions existantes. C'est bien à quoi tendait en réalité la lutte des plébiens contre les patriciens, et à quoi tend, de nos jours, la lutte des petits paysans contre les intermédiaires et les spéculateurs. Cette lutte n'a pas d'aspirations révolutionnaires, mais uniquement réformistes.

Il en est tout autrement en régime féodal. Là, le mode de production paysanne, qui est la tenure féodale, a un caractère essentiellement révolutionnaire, en ce qu'il établit un antagonisme profond entre les forces productives d'une part et les formes de la production, autrement dit les rapports de propriété, de l'autre. En régime féodal, la tenure et, d'une façon générale, les rapports qui lient le cultivateur au propriétaire foncier, apparaissent nécessairement comme une entrave à la production, et sont, par conséquent, destinés à disparaître. La propriété féodale fait place à la propriété individuelle. C'est pourquoi la révolution bourgeoise, partout où elle se produisit, fut, au fond, une révolution paysanne, ou, du moins, mit au premier plan des revendications paysannes. Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil rapide sur toutes les révolutions bourgeoises de l'histoire pour se rendre compte qu'elles commencèrent, se développèrent et s'achevèrent par des mouvements paysans. Ce fut le cas notamment, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Russie.

Mais si les paysans ne constituent pas une classe révolutionnaire en régime capitaliste, est-ce à dire qu'ils sont, par nature, réfractaires à la Révolution prolétarienne ? Non, si cette Révolution leur donne ce que n'a pas pu ou n'a pas voulu leur donner la bourgeoisie, à savoir la terre. Non, si, même là où les paysans possèdent la terre, le prolétariat sait leur faire comprendre qu'en régime capitaliste, cette propriété n'est qu'un leurre, et qu'en réalité les paysans sont exploités par le capital au même titre que les ouvriers et souvent même à un titre supérieur. Non, si nous savons convaincre les paysans que la Révolution prolétarienne, loin de leur enlever leurs terres et la disposition de leurs instruments de travail, défendra au contraire ces instruments de travail contre la menace dont ils sont aujourd'hui l'objet de la part du capital.

Si l'on réussit à leur faire comprendre cela, les paysans deviendront sympathiques à la Révolution. Et plus ils sentiront peser sur eux l'exploitation du capital, plus ils seront prêts à soutenir une Révolution qui leur laisserait leurs terres, les libérerait de cette exploitation.

Mais ne nous faisons pas d'illusions : les paysans, même acquis au communisme, ne seront jamais des combattants pour le communisme. Ils en seront empêchés non seulement par leur mentalité, foncièrement individualiste, par leur état de dispersion qui interdit l'effort en commun, mais surtout par le fait que, n'étant pas soumis directement à l'exploitation du capital, ils ne peuvent se grouper en organisations révolutionnaires luttant directement contre le capital et le régime qu'il soutient.

C'est pourquoi, de nos jours, le prolétariat industriel, soumis à l'exploitation directe de la bourgeoisie, et dont la conscience de classe est formée dans les immenses usines où s'élabore de plus en plus tout le travail social, est la seule classe révolutionnaire, la classe révolutionnaire par excellence. C'est à sa suite que les paysans devront marcher pour réaliser la Révolution sociale.

Marcel OLLIVIER.

Ollivier et son Monstre

Je ne croyais pas dire si vrai quand je prévoyais l'impossibilité où se trouverait Ollivier de mettre au point un programme précis de réparations sans aboutir à quelque chose de monstrueux.

Une seule chose m'avait échappé : Ollivier avait déjà accouché de son monstre dans un précédent numéro du *Bulletin Communiste*.

Le programme d'Ollivier comporte comme point capital : « un impôt progressif sur le capital allant jusqu'à 50 % ».

Je pose à Ollivier la question suivante :

Sous quelle forme peut être pratiquement perçu un impôt progressif sur le capital allant jusqu'à 50 % ?

Quand Ollivier aura répondu clairement à cette question, je ne désespère pas de lui faire comprendre que son impôt progressif sur le capital allant jusqu'à 50 % n'est autre chose qu'une saisie des valeurs réelles allant jusqu'à 50 % de ces valeurs.

Ce qui est comique, c'est qu'après avoir effectué cette saisie allant jusqu'à 50 % des capitaux (valeurs réelles), Ollivier ajoute : « On pourra même, éventuellement, dans la suite, si la situation le permet, exiger la saisie par l'Etat de 10 à 20 % de toutes les valeurs réelles, au profit du budget de la reconstruction des régions dévastées, sous le contrôle des organes de la classe ouvrière ».

Ollivier a bien tort de croire qu'il m'a mis en colère ; il m'amuse prodigieusement.

Son programme peut ainsi se résumer :

De Paris, allons à Lyon ; puis, si la situation le permet, nous pousserons jusqu'à Dijon.

Plutôt que de suivre Ollivier dans de pareilles fantaisies, je préfère pousser le sectarisme et le doctrinarisme jusqu'à m'inspirer de l'expérience des camarades russes et allemands.

Albert TREINT.

Vient de paraître

Petite Bibliothèque
de l'Internationale Syndicale Rouge. - VII

Pierre SEMARD

Secrétaire de la Fédération Unitaire
des Cheminots

Pour le Front unique
des Transports

Avec un recueil de documents

Une brochure : 0.50 Le cent : 40 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris (10^e). Chèque
postal 25-517.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Scissionnistes internationaux

Les gens à courte vue et les politiciens habiles prétendent que la scission syndicale est le résultat des polémiques violentes qui ont dressé révolutionnaires et réformistes depuis la guerre dans la vieille C. G. T. Rien n'est plus faux. Les polémiques aboutissent à la scission quand on veut la scission et on veut la scission quand on n'a plus confiance dans les idées que l'on défend et que l'on n'a plus que cette ressource pour demeurer à la tête d'une organisation.

La C. G. T. a connu des luttes violentes avant-guerre. Révolutionnaires et réformistes se combattaient âprement. Des anarchistes tiraient à boulets rouges sur la plupart des militants syndicaux. Cela n'a jamais mis l'unité en danger.

Par exemple, dans la fédération du Livre, la lutte n'était pas toujours courtoise ; la minorité, qui était organisée en Comité de Vigilance, et avait son organe de combat, ne ménageait pas beaucoup les pontifes de la rue Saint-Antoine et leurs séides en province, qui, d'ailleurs, le lui rendaient bien. Est-ce que l'unité a jamais été en péril ? Pas le moins du monde. Pas plus, d'ailleurs, que l'unité confédérale n'a été menacée parce que des syndicats, unions ou fédérations acceptaient de lier leur sort à celui d'un parti.

Donc si la scission s'est faite il y a deux ans, ce n'est pas à cause des oppositions de tendances qui ont toujours existé au sein de la C. G. T., c'est uniquement parce que cette scission a été voulue — d'une volonté tenace — et froidement poursuivie jusqu'à sa réalisation totale. Par qui ? Les faits répondent éloquentement à cette question. Les lafayettistes, qui n'ont pas la conscience tranquille, font des efforts désespérés pour se décharger sur les révolutionnaires de cette redoutable responsabilité.

Ils n'y parviendront pas, parce que tout le monde se souvient des exclusions prononcées par eux, ainsi que de la scission des cheminots encouragée par la majorité de la C. G. T., comme tout le monde se souvient des cyniques déclarations de Rey, avouant que la résolution votée par la majorité de Lille devait conduire à la scission.

Ils n'y parviendront pas parce que, plus encore que tous les faits qui prouvent leur entière responsabilité, il leur est impossible de soutenir que les révolutionnaires avaient un intérêt quelconque à provoquer la scission. Au contraire, pour qui veut se donner la peine de

réfléchir un peu, cette accusation apparaît comme une pure absurdité.

En effet, dans toutes les organisations syndicales, les révolutionnaires réalisaient des progrès constants. D'un Congrès à l'autre, d'un C. C. N. à l'autre, leurs voix augmentaient sans cesse. Il leur suffisait de continuer dans la même voie pour conquérir la majorité confédérale.

D'autre part, les révolutionnaires savent bien qu'ils ne sont forts que si le prolétariat est fort : affaiblir le prolétariat, briser son arme de classe, c'est diminuer les possibilités d'action révolutionnaire. Donc, leur intérêt est intimement lié à celui du prolétariat. Ils n'attendent de progrès que de son effort, ils ne réaliseront leurs aspirations qu'avec son appui exclusif.

On ne peut pas en dire autant des réformistes, qui ont lié leur sort à celui d'une fraction de la bourgeoisie et qui comptent bien plus sur les républicains de gauche que sur l'organisation syndicale pour réaliser leur programme, comme ils comptent davantage sur la Société des Nations que sur le prolétariat pour empêcher la guerre.

**

Pas plus que les polémiques, la création de l'I. S. R. n'a rien à faire avec la scission. S'il est vrai que l'Internationale Syndicale Rouge a été fondée, sous le nom de « Conseil International des Syndicats Révolutionnaires » (en 1920), avant la scission, il n'en demeure pas moins que la plupart des exclusions prononcées ultérieurement (en 1921), l'ont été sous d'autres prétextes.

L'Union locale de Tourcoing, a été exclue parce qu'elle n'approuvait pas le programme confédéral. Les fédérations des Employés et de l'Agriculture ont exclu des syndicats sous le prétexte d'indiscipline. Dans d'autres cas, des organisations ont été exclues parce qu'adhérentes aux C. S. R. Ce n'est pas non plus à cause de l'I. S. R. que les réformistes ont fait la scission à la fédération des cheminots ; une simple proposition tendant à modifier la composition du Conseil fédéral a suffi à Bidegaray pour quitter le Congrès. Et quand, en décembre 1921, fut consommée la scission dans toute la C. G. T., ce n'est encore pas à cause de l'I. S. R., mais parce que les réformistes se refusèrent à abandonner leur politique d'exclusions et à refaire l'unité chez les cheminots malgré les concessions que leur apportèrent

les révolutionnaires qui venaient de décider d'annuler les adhésions des syndicats aux C. S. R.

Les politiciens du *Popu*, qui se mêlent des affaires du syndicalisme, ne sont pas obligés de connaître tous ces faits, cela leur permet de dire beaucoup de bêtises, et d'attribuer à l'I. S. R. contre toute évidence une responsabilité dans la scission.

Comme les Comités de Vigilance avant-guerre, comme le Comité de Défense Syndicaliste pendant la guerre et les C. S. R. après-guerre, le Conseil International des Syndicats Révolutionnaires, n'était à son origine qu'un groupement d'opposition au sein de l'Internationale d'Amsterdam. Il conservé, d'ailleurs, ce caractère dans les pays où les réformistes n'ont pas encore exclu les révolutionnaires. L'I. S. R. ne devient une véritable organisation syndicale que dans la mesure où Amsterdam poursuit son œuvre de scission, et l'oblige à grouper les syndicats exclus. Une autre preuve de la volonté d'unité de l'I. S. R. est que les syndicats russes, qui forment son armature la plus solide, ont demandé à maintes reprises leur admission à Amsterdam ; ce qu'ils n'ont du reste, jamais obtenu.

**

Si la volonté d'unité de l'I. S. R. et de ses partisans n'est plus à démontrer, les menées des réformistes contre l'unité sont par contre trop évidentes pour qu'on puisse avoir le moindre doute sur leur responsabilité.

Car, ce n'est pas seulement en France que nos lafayettistes ont brisé l'unité pour demeurer à la tête de la C. G. T., c'est partout où les partisans d'Amsterdam sentent les organisations syndicales échapper à leur hégémonie qu'ils préconisent la scission.

Il y a quelques semaines le *Popu* nous annonçait que l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne décidait de chasser tous les révolutionnaires. Quiconque combat sa ligne de conduite, disait avec orgueil le correspondant du *Popu*, est « considéré comme démissionnaire séance tenante ». On est sûr d'avoir ainsi toujours la majorité.

La C. G. T. allemande, qui est le plus beau fleuron de la couronne d'Amsterdam est à son tour menacée de scission par ses dirigeants qui s'aperçoivent que la majorité des syndiqués est en train de leur échapper. On tentera de dire encore que c'est les « Moscoutaires » qui auront voulu la scission. Ce sera chose difficile. Car voici ce qu'écrivait ces jours-ci dans son bulletin la Centrale de la C. G. T. :

« Il serait nuisible de conserver une union extérieure là où un pareil divorce d'idées a eu lieu. Il faut prendre des mesures en vue d'un assainissement. Il n'y a aucun intérêt pour la seule force numérique des syndicats à conserver des éléments nuisibles au corps tout entier. »

Des menaces de scission nous viennent éga-

lement de Belgique. Là, comme ailleurs, c'est encore les réformistes qui parlent d'exclure leurs adversaires, parce qu'ils ne peuvent empêcher leurs progrès dans les syndicats.

Récemment s'est tenue une assemblée de l'Union des Syndicats de Bruxelles. A l'ordre du jour figurait la révision de l'article 4 et de l'article 8 des statuts de l'Union, le premier relatif à la reconnaissance du Parti Ouvrier Belge comme « expression politique » de la classe ouvrière ; le second déniait aux militants de partis adversaires du P. O. B. le droit d'être membres du Comité de l'Union. Au vote, la révision de l'article 4 fut repoussée par 76 voix contre 56, mais 74 voix contre 58 se prononcèrent pour la révision de l'article 8. C'est un incontestable succès pour les communistes qui vont pouvoir désormais siéger au Comité de l'Union des Syndicats de Bruxelles. Mais cela ne fait pas l'affaire des socialistes de Sa Majesté Albert I^{er}, qui ne voient de solution que dans une « opération chirurgicale ». La présence de Jacquemotte trônant au Comité de l'Union leur est un supplice intolérable ; ils lui préfèrent la désagrégation du mouvement syndical.

Ce n'est pas sûr qu'ils y parviennent. Les communistes de Belgique, comme ceux d'Allemagne et, d'ailleurs, instruits par l'expérience, sauront mieux que nous déjouer les criminelles manœuvres scissionnistes dont seule la bourgeoisie internationale tire profit.

En tous les cas, les Amsterdamiens français feraient bien de renoncer à leurs mensonges intéressés. Pour tous ceux qui ont des yeux pour voir, ce sont les réformistes qui ont fait la scission en France, et c'est leurs complices qui la poursuivent dans tous les pays, non pas parce qu'il y a des divergences d'idées et des polémiques violentes, ni à cause de la fondation de l'I. S. R. par les révolutionnaires, mais uniquement parce que les réformistes veulent, malgré tout, demeurer à la tête des organisations syndicales et soustraire à l'influence des révolutionnaires les travailleurs qui les suivent encore.

F. CHARBIT.

Coups de Faucille

Pour et contre le front unique

Dans la résolution qu'il a présentée au Congrès de l'Ameublement, Fourcade préconise l'unité d'action de tous les travailleurs, mais s'élève contre le front unique.

C'est peut-être contradictoire, mais ça permet à Fourcade de s'opposer aux communistes, ce qui après tout lui suffit.

**

Esprit de suite

C'est comme le camarade Deschavannes, qui déclare tout d'abord qu'il est mandaté pour ne voter aucune résolution d'unité avant le Congrès confédéral et qui affirme ensuite avoir le mandat formel de voter la résolution Fourcade sur l'unité.

Ne vaut-il pas mieux dire qu'en veut simplement s'opposer à toutes les propositions de la majorité ?

Le nouveau cheval de bataille des G. S. R.

Les G.S.R. et leurs amis ne paraissent pas sentir l'énorme gaffe qu'ils ont commise en soulévant autour des Commissions syndicales du Parti un émoi aussi injustifié. L'approche du Congrès, au lieu de les ramener à plus de sagesse, semble plutôt les jeter dans un tel énervement qu'ils se croient obligés de manifester leur mauvaise humeur sur toutes sortes de questions.

C'est ainsi qu'ils se précipitent actuellement avec gloutonnerie sur le plat de choix qu'ils appellent : « L'Affaire Costel ».

Dignes émules des anarcho-syndicalistes qui, toutes les semaines, pendant presque un an, découvraient des preuves nouvelles et péremptoires de subordination de la C.G.T.U. au P.C., ils abandonnent provisoirement le dada des commissions syndicales pour déclarer le Syndicalisme en danger à cause de l'affaire Costel.

L'affaire Costel se résume en quelques lignes :

Membre du P.C., secrétaire même de la Commission syndicale des Services publics, Costel a porté, lors du Conseil national de sa Fédération, et lors du C.C.N., à la tribune des affirmations mensongères contre le P.C. Quoique communiste, il s'est dressé violemment contre les conceptions syndicales de son Parti, qu'il a tenté de discréditer dans les milieux syndicaux. Pour ces faits, et devant son refus de reconnaître ses torts et de prendre l'engagement de cesser toute polémique anti-communiste, Costel a été exclu du Parti.

Or, il paraît qu'en agissant ainsi, le P.C. a violé l'autonomie syndicale, a mis en danger la C.G.T.U. Dorénavant, avant d'exclure ou d'accepter un camarade quelconque, le Parti en devra demander l'autorisation à la C.G.T.U., car sans cela il porterait atteinte à son indépendance. Comme galéjade, c'est vraiment un peu lâche !

De même le P.C. sera accusé d'avoir subordonné le mouvement syndical parce qu'il aura refusé de communiquer à la C.G.T.U. tous ses procès-verbaux de séance.

Costel était du Parti, c'est entendu, dit-on ; mais il a été aussi secrétaire de la Fédération des Services publics, et dès lors, exclure Costel c'est subordonner la Fédération des Services publics.

Charbonnier n'est plus maître chez lui ! Pour des gens qui défendent leur autonomie, nos bons G.S.R. nous apparaissent comme fort compromettants pour celle des autres. Mais soyons au moins rassurés ; avec eux, nous n'avons pas affaire à des politiciens ! Ils ne nourrissent contre le Parti aucune appréhension. Comment dire : ils lui sont même très sympathiques ! De plus, ce ne sont pas eux qui viennent empoisonner le mouvement syndical de toutes ces questions politiques ! Ils ne s'occupent pas des groupements extérieurs ! Ils veulent respecter leur indépendance avec autant de soin qu'ils veulent faire respecter la leur !

Allons, bas les masques et que l'on ait au moins le courage de sa situation !

Par haine politique, par amitié pour certains, par dilettantisme, voilà aujourd'hui les G.S.R. qui deviennent les plus acharnés adversaires du P.C. La preuve nous en est donnée par la hâte mise à profiter de ce qu'ils appellent l'affaire Costel pour tenter d'ameuter encore la foule contre ce Parti.

Les Commissions syndicales, avons-nous dit, ne constituent que le cheval de bataille de l'heure. D'autres montures seront enfourchées encore pour les besoins de la cause. Voici aujourd'hui l'affaire Costel et, d'ici le Congrès de Limoges, d'autres occasions de changer de monture leur seront encore fournies.

Qu'importent les moyens ! Il faut atteindre le but ! Voilà leur véritable esprit. Involontairement, ils se démasquent et finissent malgré eux par confirmer toutes nos déclarations à leur endroit.

Pendant ce temps, ces farouches syndicalistes s'organisent pour noyauter tout le pays. Ils couvrent la France entière de déclarations ; ils se livrent à des conciliabules mystérieux et répétés : ils ressemblent au vieux loup interdisant à ses fils de tuer les agneaux, et dont la gueule était encore toute saignante du sang de sa dernière victime.

Que les communistes ne l'oublient pas : on ne les combat avec cette apreté que pour avoir le champ libre ; on crie au suborneur pour être le seul à profiter de la subordination. On veut tuer les commissions syndicales du Parti, parce que l'on veut tuer le Parti. On veut tuer le Parti, parce qu'il est gênant pour ceux qui veulent régner en maîtres dans le mouvement syndical.

Communistes, il faut continuer partout votre organisation ; il faut la pousser avec méthode et résolution. Forts de la supériorité de votre doctrine, seule une négligence inexplicable, des fautes lourdes pourraient compromettre votre crédit. Vous en commettriez de graves si, en face des autres tendances s'efforçant chaque jour de s'organiser davantage et de noyauter de plus en plus vous négligiez votre plus élémentaire devoir. Faire Costel n'est que l'abolement momentané d'une meute qui ne cherche qu'à désagréger tout ce qui gêne ses prétentions.

À ces sornettes, à ces querelles byzantines, les communistes ne donneront pas plus d'importance qu'elles n'en méritent. Ils ne se laisseront pas absorber par les questions de tendances, ils feront dans les organisations syndicales le véritable travail pratique et sérieux que nécessitent les événements nationaux et internationaux. Tout en se défendant contre les attaques des adversaires de tout poil, en leur répondant énergiquement, ils prouveront leur force d'organisation méthodique et affirmeront la puissance constructive de leur doctrine.

H. RAYNAUD.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le prochain Congrès des Syndicats Roumains

À la fin de ce mois-ci se réunira un Congrès national des syndicats de Roumanie. Ce sera le second Congrès depuis la grève générale d'octobre 1920, qui a amené la destruction partielle et la paralysie complète du mouvement syndical de ce pays.

Le premier Congrès siégeait le 3 juillet 1922 alors que la plupart des militants ouvriers étaient en prison et traduits devant un Conseil de guerre sous l'inculpation de complot contre la sûreté extérieure et intérieure de la Roumanie. À cette époque, les social-démocrates et surtout ceux de Bukhovine crurent le moment propice pour s'emparer de la direction du mouvement syndical. Ils proclamèrent l'autonomie des syndicats et surent mettre la main sur leur journal. Mais grâce à la situation économique précaire du prolétariat et au travail des communistes dans les syndicats, les organisations syndicales ont pu se maintenir tant bien que mal. Cependant, la direction de la C.G.T. a absolument manqué à son devoir. Non seulement elle n'a pas dirigé le mouvement, ni édité un seul organe pour la minorité nationale, mais encore elle n'a fait paraître l'organe syndical roumain, *La Viata Sindicala*, que depuis quelques mois seulement.

La première offensive social-démocrate se produisit en Bukhovine à la conférence régionale qui y eut lieu en avril dernier. Il s'agissait de faire voter à tout prix l'adhésion immédiate à la F.S.I. d'Amsterdam. Mais cette adhésion fut repoussée, les pontifes subirent un échec. Ils ne réussirent qu'à faire adopter une motion demandant que la question de l'adhésion internationale soit soumise à l'examen du prochain Congrès confédéral.

Les social-démocrates sont disposés à tous les sacrifices pour obtenir l'adhésion à Amsterdam, qui se heurte à une opposition croissante de la part de nos camarades. Ceux-ci sont bien décidés à maintenir à tout prix l'unité organique des syndicats. À la propagande des social-démocrates ils opposent les mots d'ordre : Contre Amsterdam, contre la scission, pour l'unité syndicale et pour le front unique. Les social-démocrates prétendent qu'il s'agit là d'une hypocrisie des communistes, car les thèses de l'I.C. disent justement le contraire. Dans la *Lumea Nova*, organe du parti social-démocrate, du 1^{er} juillet 1923, on publie une interview de M. Danian, qui dit notamment :

« L'adhésion de la Confédération à Amsterdam est nécessaire par la situation : il faut que la grande majorité des syndicats adoptent la plateforme de la F.S.I. d'Amsterdam. Mais nous pouvons ajouter que cette adhésion est aussi nécessaire pour les motifs suivants : 1^o Sans le secours des organisations du prolétariat international, nous sommes absolument impuissants en face de l'offensive du capital ; 2^o Il s'agit d'établir une fois pour toutes les directives qui doivent présider à la direction du mouvement syndical. L'état équivoque actuel cause les plus grands préjudices au mouvement ouvrier. »

La signification de ces paroles est absolument claire. Elles veulent dire que, si le Congrès ne vote pas l'adhésion à Amsterdam, les socialistes feront la scission pour réaliser leur rêve. En réalité, le

socialisme désire subordonner les syndicats au parti socialiste. S'ils n'y réussissent pas, ils veulent provoquer par leur scission une nouvelle campagne de persécutions policières contre le prolétariat avancé.

N. VITOSA.

Un appel de l'I. S. R. en faveur de l'Unité

En présence de la situation décrite par le camarade Vitosa, le Bureau Exécutif de l'I.S.R. a adressé à toutes ses sections de Roumanie la lettre suivante :

Moscou, 25 juillet 1923.

Chers Camarades,

Grâce à la répression policière et à la terreur blanche qui sévissent chez vous, l'I.S.R. a été hors d'état d'entretenir des relations permanentes avec les ouvriers de Roumanie. Cependant, le mouvement ouvrier roumain dépend organiquement du développement du mouvement ouvrier international. Il est inadmissible et impossible qu'il reste isolé. Comme dans tous les pays où les brutalités policières dominent, les réformistes de tous poils se proclament en Roumanie les seuls et véritables représentants de la classe ouvrière. Avec le concours de la police ils ont réussi à s'arroger, malgré la résistance ouvrière, les titres de militants syndicaux. À la fin du mois d'août doit avoir lieu le Congrès confédéral national de Roumanie. L'I.S.R. est fermement convaincu que ses adhérents remporteraient la majorité à ce Congrès, s'il ne fallait pas compter avec la terreur policière et l'impudence des boyards. Mais la pression qui pèse sur le prolétariat roumain est si grande, les éléments révolutionnaires sont poursuivis avec tant d'arbitraire que les réformistes pourront très bien obtenir la majorité du Congrès. Et ils ne tarderont certainement pas à profiter de cette majorité pour faire voter l'adhésion à l'Internationale d'Amsterdam. Ils ne savent que trop bien que cette adhésion ne les engage à rien du tout.

Quel est le devoir des adhérents de l'I.S.R. dans ces conditions ? Doivent-ils quitter le Congrès et provoquer une scission des syndicats ? À aucun prix ! Il faut qu'ils restent au Congrès et dans les syndicats, quelle que soit la décision que celui-ci pourrait prendre. L'I.S.R. lutte pour l'unité du mouvement syndical. Pour nous, la question de l'unité n'est pas seulement une belle phrase. L'I.S.R. en a déjà fait la preuve dans un bon nombre de cas. Ne vous laissez pas intimider par la majorité formelle de messieurs les réformistes. Travaillez dans les masses, faites la conquête des syndicats, propagez avec persévérance nos idées, ralliez les divers groupes isolés du prolétariat révolutionnaire roumain autour de notre bannière. De cette façon vous rendrez à l'I.S.R. un service bien plus important que celui que les réformistes pourraient rendre à Amsterdam par leur adhésion formelle à la F.S.I.

Salutations fraternelles.

Le Bureau Exécutif de l'I.S.R.

LA BATAILLE OUVRIÈRE INTERNATIONALE

La Grève des Dockers anglais

On savait depuis assez longtemps que les dockers anglais allaient au-devant d'une nouvelle réduction des salaires. Or, le 2 juillet dernier, cette réduction était décrétée, et aussitôt l'ensemble des dockers quittait le travail. Ce mouvement, absolument spontané, manquait de toute préparation. Le lendemain, les dockers de Londres apprirent par les journaux que la grève avait également éclaté chez leurs collègues de Hull. Tout le monde était surpris par cette action soudaine, les leaders syndicaux autant que les militants.

Sans doute, il existait un contrat de travail stipulant qu'en cas de réduction de l'indice officiel sur le coût de la vie, les salaires subiraient une réduction de 10 à 11 shillings par jour. Mais le docker est plus ou moins un ouvrier temporaire. Il s'estime aujourd'hui heureux s'il peut travailler trois jours par semaine. Défalcation faite de ses primes d'assurance, il gagne seulement 22 à 23 shillings par semaine. Aussi se refusa-t-il nettement à accepter toute nouvelle réduction. Sans se soucier des conventions intervenues, il cessa simplement le travail.

Les grévistes s'efforcèrent de nommer un comité de grève qui, après quelques jours de tâtonnement, fonctionna assez bien. Entre temps, les dockers de Bristol, de Avonmouth, de Cardiff, de Barry, de Birkenhead, de Liverpool et de Manchester avaient suivi l'exemple de leurs frères de Hull et de Londres. C'était un mouvement large et cohérent. Le Comité de grève de Londres formula une série de revendications qui furent approuvées par tous les districts. Les voici :

- 1° On n'acceptera aucune réduction des salaires ;
- 2° On imposera une révision des contrats de travail ;
- 3° Le travail ne sera repris qu'après adoption de ces revendications ;
- 4° Les mêmes concessions devront être faites dans tous les ports ;
- 5° Toute convention séparée est interdite ;
- 6° Aucun ouvrier ne doit sortir du syndicat ;
- 7° Le syndicat sera sommé de reconnaître la grève et de payer les allocations de grève ;
- 8° Les ouvriers iront demander des secours à l'assistance publique ;
- 9° Les grévistes coopéreront étroitement avec les organisations des sans-travail ;
- 10° Les grévistes ne toléreront aucune mesure de répression.

Ce programme, dû à l'initiative des communistes, a été maintenu pendant tout le mouvement, en dépit des changements de personnes intervenus dans le Comité de Grève.

En moins d'une semaine, plus de 60.000 dockers participaient à cette grève qui n'avait pas le don de plaire aux dirigeants syndicaux. Se référant aux termes de la convention passée avec le patronat, ces derniers refusèrent carrément de soutenir les grévistes et leur intimèrent l'ordre de retourner immédiatement au travail.

Le congrès annuel des ouvriers des transports se réunit au début de la seconde semaine de grève. Les deux seuls membres du Comité de grève délégués ne réussirent pas à influencer le

congrès. MM. les députés Bevin et Gosling réussirent à y emporter la majorité en invoquant les effets désastreux de la grève des dockers sur les trois cents contrats collectifs signés par le syndicat.

Cette décision du congrès produisait même ses effets sur des militants bien connus pour leur activité révolutionnaire et qui demandaient maintenant à leur tour la soumission des grévistes. Cependant, ceux-ci refusèrent nettement. Pendant plusieurs jours, les dirigeants syndicaux se virent partout refuser la parole dans les meetings. Mais ils ne désarmèrent point. Ils ouvrirent une violente campagne de presse dans les journaux bourgeois et dépensèrent plusieurs centaines de livres sterling pour y faire insérer les résolutions et les manifestes du Comité exécutif syndical. En même temps, le Conseil Général du Congrès Syndical Confédéral publia un manifeste défendant la direction du syndicat du transport. Et Macdonald, chef du Labour Party, se dressa carrément contre la révolte des dockers.

Après trois semaines d'une campagne intense, la bureaucratie syndicale réussit à engager les dockers de la province à reprendre le travail et à accepter la réduction de leurs salaires. Ainsi, les dockers de Londres restèrent seuls en lutte au commencement de la cinquième semaine. Mais ils tinrent bon. Les docks de Londres continuaient de rester déserts.

La grève était l'expression remarquable de la solidarité des ouvriers et de la confusion dans les rangs des dirigeants syndicaux. Dès le début de la campagne anti-gréviste des dirigeants officiels, les ouvriers appréhendaient de voir leur Comité de grève suivre les directives de la bureaucratie syndicale. Et cette confusion fut encore augmentée par la concurrence entre les divers syndicats. Lorsque les dockers votèrent la continuation de la grève, les comités de Londres demandèrent à Tom Mann d'assumer la direction de leur lutte. Celui-ci accepta, mais au même moment surgirent de nouvelles difficultés par suite d'un changement dans la composition du Comité de grève. On avait répandu le bruit que le camarade Tom Mann voulait propager la reprise du travail, conformément à la sommation officielle du syndicat, et ainsi, par des changements intervenus dans la composition du Comité de grève central, la direction politique du mouvement refusa le concours de Tom Mann, du Parti Communiste et de l'I.S.R. Cette attitude provoqua des querelles au sein du mouvement et écarta les délégués de la province. Le Comité de Londres prétendit regarder la grève comme une affaire purement locale qui n'intéressait pas la province, ce qui aboutit à un affaiblissement des comités de grève de la province et permit aux dirigeants syndicaux de dominer le mouvement et d'amener les grévistes à reprendre le travail.

Au moment où Tom Mann s'apprêta à prendre la direction du mouvement, 14.000 dockers de Dublin entrèrent dans la grève. Il y avait donc beaucoup de chances pour une étroite coopération entre les camarades Tom Mann et Larkin.

L'état d'esprit des dockers n'a jamais cessé d'être magnifique, mais ils eurent le malheur d'avoir dans leur Comité de grève des éléments incapables de conduire leur mouvement. Pendant les trois premières semaines de grève, le Comité de Londres avait édité un bulletin de grève. Mais après l'adhésion des portefaix, des arrimeurs, etc., à la grève et l'élargissement du Comité de grève, on cessa tout simplement l'édition de ce bulletin. Le Parti communiste intervint pour réparer cette faute en publiant une édition spéciale de son hebdomadaire *Workers Weekly*, mais il n'y avait plus de chances de voir passer la direction du mouvement entre les mains des camarades Mann et Larkin.

Toutefois, ce serait faux de prétendre que le Comité de Londres n'a rien fait pour rassembler les forces des grévistes. Au contraire, il a fait beaucoup d'efforts dans ce sens, mais sa perspective politique étroite et ses préjugés professionnels l'empêchèrent d'envisager l'extension du mouvement aux autres catégories ouvrières. L'esprit de clocher prédominait dans son sein. Ainsi, le Comité ne tint aucun compte d'un télégramme de New-York annonçant la grève des marins de cette ville et demandant une collaboration étroite avec les dockers anglais. Par contre, le refus des équipages sur nombre de bâtiments d'accomplir du travail de grève fut accueilli avec enthousiasme par les grévistes, mais ne réussit plus à l'emporter sur les préjugés du Comité de grève.

Un autre facteur a contribué beaucoup à affermir la position du Comité de grève autant vis-à-vis des bureaucrates syndicaux demandant la reprise du travail que vis-à-vis des éléments révolutionnaires préconisant l'extension de la grève aux autres ports et avec les autres groupes ouvriers. Voyant qu'il serait impossible d'assurer le secours financier des grévistes, les militants et le Parti Communiste conseillèrent aux grévistes et à leurs familles d'aller demander des secours à l'assistance publique. Le résultat fut que bien des familles touchèrent des secours de beaucoup supérieurs aux salaires ordinaires de leurs chefs. Mais, par répercussion, cette mesure a renforcé l'esprit local et diminué la volonté d'étendre le mouvement.

Après six semaines de bataille, la grève de Londres se poursuit toujours avec un ensemble parfait. Les grévistes refusent toujours de retourner au travail à moins qu'on ne leur paie leurs anciens salaires. Le Parti Communiste propage l'idée d'étendre la grève, parce que c'est le seul moyen d'imposer la paix au patronat.

Cette grève constitue une première grande révolte spontanée des masses contre la bureaucratie syndicale. Elle montre que les limites de leur passivité sont proches et que les pontifes syndicaux social-pacifistes ne pourront plus compter à l'avenir continuer leurs anciennes méthodes de subordination aveugle des ouvriers à des contrats onéreux.

LA SEMAINE

LUNDI 20 AOUT. — Grèce. — La grève générale est déclarée à Athènes. Le gouvernement ordonne la mobilisation des grévistes.

Italie. — Les dissensions s'accroissent chez les fascistes italiens. La terreur règne à Molinella.

Allemagne. — De nouvelles grèves éclatent dans tout le pays. Les communistes organisent la résistance au fascisme.

Grèce. — Les associations ouvrières sont dissoutes et leurs caisses confisquées par le gouvernement.

Tchéco-Slovaquie. — La grève générale des mineurs est complète. 340 mines sont désertées.

MARDI, 21 AOUT. — France. — A Alfortville, grandes démonstrations de travailleurs du bâtiment contre les arrestations en masse de travailleurs.

MERCREDI, 22 AOUT. — Allemagne. — Hülferding présente une série de mesures financières qui paraissent vouées à un échec certain.

La situation s'aggrave dans la Ruhr, le nombre des lock-outés augmente considérablement.

Etats-Unis. — Les mineurs décident la grève pour le 1^{er} septembre.

JEUDI, 23 AOUT. — France. — Les gaziers parisiens décident la grève générale.

Tchéco-Slovaquie. — La grève des mineurs devient de plus en plus étendue.

VENDREDI, 24 AOUT. — France. — Les gaziers de Paris font la grève générale sur le tas.

Allemagne. — Dans la Ruhr, les journaux communistes sont interdits par Degoutte.

Espagne (Bilbao). — Une grève générale de 24 heures est déclenchée par solidarité avec les mineurs grévistes. La police et les gendarmes tirent sur la foule.

SAMEDI, 25 AOUT. — France. — Les gaziers parisiens cessent tout travail. La grève générale à outrance est déclarée.

Le Congrès du Bijou ratifie l'adhésion à l'I. S. R. le désaccord des diverses organisations de mineurs et adopte la résolution Sémard à l'unanimité.

Tchéco-Slovaquie. — Le patronat qui comptait sur le front unique.

Allemagne. — Le Comité National des Conseils d'usines est transféré en Thuringe. Le Congrès communiste de Wurtemberg est interdit. Des grèves agricoles éclatent dans diverses régions.

Espagne (Malaga). — Les troupes refusent de s'embarquer pour le Maroc. Une rencontre sanglante a lieu avec un bataillon envoyé pour réprimer la révolte.

DIMANCHE, 26 AOUT. — France. — Anniversaire des assassinats du Havre. Meeting au Havre et à Paris.

Allemagne. — Le gouvernement s'apprête à livrer l'industrie allemande au capitalisme international.

A Berlin, l'arrêt des tramways jette 6.000 employés sur le pavé.

Vient de paraître

Petite Bibliothèque
de l'Internationale Syndicale
Rouge

Thèses et Résolutions

adoptées au I^{er} Congrès de l'I.S.R.

(Moscou-Novembre 1922)

Préface de DRIDZO-LOSOVSKY

Pour savoir ce qu'est l'Internationale Syndicale Rouge, ce qu'elle pense, ce qu'elle veut, tous les syndiqués doivent étudier cette brochure essentielle.

Une brochure : 1 fr. 25

En vente à l'Humanité

DOCUMENTS

La motion d'orientation des G. S. R.

Les G.S.R. viennent d'adresser aux organisations syndicales la résolution qu'ils déposeront au prochain congrès confédéral. Nous reproduisons plus bas ce monument d'incohérence, qui prouve à quel point sont désarmés ceux qui, partisans — sincères ou non — de l'I.S.R., font, depuis plusieurs semaines, cause commune avec tous ses adversaires.

Au passage, quelques remarques :

Les G.S.R. affirment leur attachement à l'I.S.R. L'attitude de Massot, un de leurs principaux militants, au Congrès des Métaux, dément cette affirmation. D'ailleurs, cet attachement est plein de réticences : on reste à l'I.S.R. si celle-ci applique ses statuts, ce qui n'indique pas une très grande confiance.

Ils disent que les groupements syndicaux n'ont pas à se préoccuper des partis et des sectes et ils s'occupent bougrement, non seulement de l'activité du Parti communiste, mais aussi de son organisation intérieure.

Ils s'abritent derrière la Charte d'Amiens immuable, mais prennent la liberté d'en « préciser » quelques points et d'en « développer » d'autres. C'est donc que, telle quelle, elle ne dit pas tout ce qu'on veut lui faire dire.

Les syndiqués, disent-ils, ne peuvent apporter au syndicat que leurs « conceptions économiques ». Est-ce des conceptions économiques que les G.S.R. acceptent en combattant la majorité confédérale ?

Ils ne veulent admettre que les syndiqués se groupent au sein de l'organisation en tant que membres d'un parti ou d'une secte. Mais eux-mêmes, ne sont-ils pas groupés en secte ?

Est-ce que cette secte n'a pas pour but de pénétrer, par l'intermédiaire de ses membres syndiqués, la vie administrative des organisations ?

Les G.S.R. acceptent les accords circonstanciels, mais les limitent à la préparation de l'action, c'est-à-dire que l'action que seule fera la C.G.T. sera influencée par des groupements qui n'y participeront pas. C'est alors que l'on pourrait avec raison dire que le syndicalisme serait subordonné !

Cette conception baroque, les G.S.R. l'étendent à l'Internationale. « L'action devra être menée par le seul organisme responsable : l'I.S.R. », disent-ils, l'Internationale communiste au moment de l'action devra aller se coucher !

Au reste, voici le chef-d'œuvre.

Le Congrès de Limoges rappelle et reprend les termes de la résolution d'Amiens qui déclare :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les forces d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise, par les suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des

salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence :

En ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

Ayant ainsi rappelé les principes fondamentaux du syndicalisme, le Congrès déclare que les conditions de lutte de la classe ouvrière groupée dans les syndicats, devant s'adapter aux nécessités variables de la situation économique et révolutionnaire, il importe de préciser certains points de la Charte d'Amiens et d'en développer d'autres.

1° En ce qui concerne les individus

Le Congrès précise que si les syndiqués ne peuvent oublier dans le syndicat leurs conceptions économiques, ils doivent en revanche ne pas y transporter leurs opinions politiques et philosophiques.

De là découle pour chaque syndiqué le devoir de sauvegarder l'indépendance de son action syndicale et, s'il détient un mandat syndical, le devoir de ne rendre compte de l'exécution de ce mandat qu'à l'organisation syndicale qui le lui a régulièrement confié.

En conséquence : s'il apparaît légitime au Congrès que les différentes tendances luttent pour le triomphe dans la C.G.T. de leurs conceptions économiques, il ne saurait en revanche admettre que les syndiqués se groupent dans l'organisation syndicale en tant qu'adhérents à un parti politique ou à une secte quelconque et restent en cette qualité sous la direction des organismes directeurs des sectes ou des partis auxquels ils appartiennent.

Le Congrès déclare qu'une telle forme de groupement ne pourrait aboutir qu'à faire pénétrer dans le syndicalisme les rivalités de sectes ou de partis, à mettre en péril l'autonomie syndicale, à compromettre la bonne marche de l'organisme confédéral et à retarder l'émancipation de la classe ouvrière.

2° En ce qui concerne les organisations

Sans qu'il puisse entrer dans son esprit de vouloir nier la valeur révolutionnaire des sectes ou des partis, le Congrès déclare que les groupements extérieurs manqueraient à tous leurs devoirs envers le syndicalisme si, par un moyen quelconque, ils essayaient de pénétrer la vie administrative des organismes confédéraux : Syndicats, U. D., Fédérations, C. G. T.

Toutefois, s'il reste vrai que la lutte économique doit se poursuivre par la pression directe sur le patronat

exercé par le syndicalisme lui-même en dehors de tous partis ou de toutes sectes, le Congrès, soucieux d'adapter le syndicalisme aux nécessités de la bataille révolutionnaire, proclame le devoir pour la C. G. T. d'étendre son action sur le terrain social.

En cette matière, la C. G. T. peut réaliser, quand les nécessités de la lutte l'exigent, des accords circonstanciels, pour des buts déterminés avec les partis ou les sectes se plaçant sur le terrain de la lutte des classes. Mais le Congrès précise que ces accords ne valent que pour la préparation de l'action et que l'action elle-même quand elle devient nécessaire doit être menée par le seul organisme responsable : la C. G. T.

Le Syndicalisme dans l'action nationale

a) *Les Conseils d'usines.* — Afin de préparer le syndicalisme à la gestion directe, le Congrès proclame la nécessité de grouper les travailleurs dans les Comités d'usines. Mais, comme il importe d'éviter que ces Comités d'usine tombent dans le corporatisme, le syndicat devra conserver la directive de ces sortes d'organismes et intensifier dans leur sein la propagande syndicaliste.

b) *Les régions industrielles.* — Le Congrès approuve la constitution des Unions régionales de propagande et considère qu'elles doivent porter au maximum leurs efforts de regroupement syndical. Cependant, soucieux de préparer les cadres de l'organisation de gestion de la classe ouvrière le Congrès donne mandat à la C. E. de mettre à l'étude, en s'entourant de toutes les compétences nécessaires, la constitution des Unions régionales industrielles et agricoles.

c) *La C. G. T. et les Techniciens.* — Pour réaliser le travail d'éducation ou de documentation technique et professionnelle, le Congrès déclare que la C. G. T. doit faire appel aux techniciens. Mais il estime que le véritable Conseil économique du Travail ne doit pas être extérieur mais intérieur à la C. G. T.

Aussi les Syndicats doivent-ils faire tous efforts utiles pour absorber non les techniciens actionnaires des grandes compagnies industrielles, mais les techniciens salariés exploités au même titre que les travailleurs et dont les intérêts se confondent avec ceux de la classe ouvrière.

d) *La Jeunesse Syndicaliste et les Ecoles Syndicales.* — Le Congrès déclare que le premier devoir de la C. G. T. est de grouper la jeunesse dans des organi-

sations rattachées aux organismes confédéraux : Syndicats, U. D., Fédérations, et de donner à cette jeunesse au moyen d'Ecoles Syndicales une éducation syndicaliste objective laissant aux jeunes cerveaux la possibilité de choisir librement leur orientation syndicale.

e) *La C. G. T. U. et l'Unité.* — Le Congrès affirme, une fois de plus, face à l'ensemble de la classe ouvrière, son ardent désir d'unité.

Il précise, toutefois, que cette unité ne saurait être réalisée à la fois à la base et au sommet que par la convocation d'un congrès confédéral mixte, tous autres systèmes dits d'unité à la base n'aboutissant à rien de réel et ne faisant que retarder l'heure des réalisations pratiques.

Solennellement le Congrès adresse un pressant appel à la C. G. T. de la rue La Fayette. Il déclare que la C. G. T. U. reste toujours disposée à entrer en contact avec elle pour fixer les modalités du Congrès confédéral d'unité et le réaliser.

Le Syndicalisme dans l'Internationale

Le Congrès affirme son attachement à l'I. S. R. dont les statuts, s'ils sont appliqués, sont une garantie suffisante d'autonomie. Il approuve, par conséquent l'adhésion de la C. G. T. U. à cette Internationale, cette adhésion ayant été réalisée dans les conditions déterminées par le Congrès de Saint-Etienne.

Si fidèle à sa doctrine, il estime nécessaire les accords circonstanciels avec les Internationales révolutionnaires pour la lutte à mener sur le terrain social, le Congrès précise que ces accords circonstanciels ne peuvent jouer comme sur le terrain national, que pour être menée par le seul organisme responsable : l'Internationale Syndicale.

En outre, fidèle à son désir d'unité sur le terrain national, le Congrès réclame l'unité sur le terrain international et demande à la Commission Exécutive de poursuivre toute action utile auprès de l'I. S. R. pour que cette dernière prenne l'initiative, d'accord avec les autres Internationales syndicales, de réunir en Congrès toutes les centrales syndicales sans distinction de tendance pour constituer l'unité internationale de la classe ouvrière groupée dans les syndicats.

Enfin, le Congrès proclame sa solidarité à la Révolution russe et sa volonté de la défendre par les moyens de lutte de classe contre toute attaque dirigée contre elle par les gouvernements capitalistes de l'Europe.

UNE BROCHURE SENSATIONNELLE
Petite Bibliothèque de l'Internationale
Syndicale Rouge. — N° 6

EDO FIMMEN

Secrétaire de la Fédération Syndicale
Internationale
Secrétaire de la Fédération Internationale
des Transports

VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL

Article « Janvier terrible » (1^{er} février)
— Discours en Allemagne (8 février) —
Discours en Tchéco-Slovaquie (15 mai)
Article « Ce qui seul est nécessaire »
(15 juin)

Introduction de Pierre MONATTE

Une forte brochure : 0 fr. 50. Le cent : 40 francs.

Adresser dès maintenant les commandes à la
« Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes,
Paris (X^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120,
rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes »,
144, rue Pelleport, Paris (XX^e).

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.